



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

20-07-2017

Budget 2018: pour le capital et les milliardaires

Permettre aux riches de s'enrichir

Emmanuel Lévy, dans Marianne écrit: *la réforme fiscale du programme d'Emmanuel Macron, c'est « au bonheur des riches »...* il résume bien le budget 2018 :

- * 3 milliards d'impôts en moins pour les 2840 foyers les plus riches.
- * Création du Prélèvement Fiscal Unique (PFU), sur les revenus du capital de l'ordre de 30% prélèvements sociaux inclus, supprimer l'ISF(impôt sur la fortune) pour ne taxer que le patrimoine immobilier. L'Observatoire français des conjonctures économiques OFCE, dans une note sur « *La fiscalité du capital mobilier* » et « *l'impact du prélèvement forfaitaire unique* » de 30%, conclut : « *cela coûtera 4 milliards d'euros aux finances publiques, provoquera une réduction fiscale de 2.6 milliards pour les 10% des ménages les plus riches de France et offrira un gain moyen de 4 225€ par an aux 1% des ménages les plus aisés* »

Tout pour le profit capitaliste, faire payer les salariés et le peuple

*Le budget 2018 prévoit la réduction de 20 milliards de dépenses publiques. Cette coupe pèsera sur les classes moyennes et populaires et sur tous ceux qui seront privés de ces services publics déjà au super régime. Elle pèsera également sur les fonctionnaires dont les salaires sont bloqués et qui devront faire leur travail avec toujours moins de moyen et moins de personnel, alors que la situation est déjà préoccupante dans bien des domaines, comme la santé.

*Macron bloque les salaires mais la décision de baisser certaines cotisations sociales salariales (maladie et chômage), le retour sur la défiscalisation des heures

supplémentaires va se traduire par une diminution des recettes pour les caisses d'assurance maladie et chômage. Pour compenser une petite partie du manque à gagner ils augmentent la CSG pour les retraités.

*Poursuite du pacte de compétitivité et du CICE. C'est 22 milliards d'€ versés aux entreprises qui en profitent pour « reconstituer leurs marges» ou verser des dividendes plus importants aux actionnaires... sans que la courbe du chômage diminue.

* Le taux d'IS (l'impôt sur les sociétés) qu'Hollande avait déjà prévu de faire passer de 33 à 28%, devrait tomber à 25%, un impact budgétaire de plus de 11 milliards d'euros à horizon 2020 de cadeaux au patronat.

* Macron promet aussi une baisse de 4 points des charges patronales sur les salaires au Smic, puis de façon dégressive jusqu'à 4 points à 1,6 smic et de 6 points jusqu'à 2,5 Smic.

Macron étrangle les communes

Il a annoncé 13 milliards d' « économies » imposées aux communes, qui vont devoir se serrer la ceinture.

* La suppression de la taxe d'habitation est un leurre, les populations paieront la facture. C'est la diminution des recettes des collectivités locales. Les communes vont se retrouver dans une situation qui va s'aggraver alors que la plupart sont déjà dans une situation difficile. La méthode est surtout destinée à réformer en profondeur pour accélérer la privatisation du secteur public. Pas d'argent va se traduire par moins de services publics gratuits qui deviendront payants lorsque le pouvoir aura transféré au privé la construction et la gestion d'infrastructures publiques (bâtiments administratifs, hôpitaux, routes, cantines...) ou l'utilisateur devra payer des droits d'accès. Cela se traduira par de la gestion de plus en plus privée pour les maisons de retraites ou les crèches et donc des tarifs plus élevés. Idem pour les centres aérés, les transports, les crèches, les écoles...

Dans le même temps, les profits des entreprises touchent des plus hauts historiques. Ces multinationales qui possèdent les moyens de production et d'échange, le pouvoir économique et financier et donc le pouvoir politique, sont les maîtres de la France. Ça ne peut plus durer!

A cette attaque généralisée contre le peuple, une seule réponse: la lutte

Notre Parti se mobilise pour frapper fort le 12 septembre, à la journée nationale de grève et de manifestations à l'appel de la CGT

Pour répondre aux aspirations du peuple, pour rendre le développement économique et social possible, il n'y a qu'une solution :

Arracher aux multinationales le pouvoir économique, financier, le pouvoir politique qu'elles possèdent aujourd'hui pour le donner au peuple.